



GIREPS

# LE TRAVAIL QUI REND PAUVRE

## ACTION PUBLIQUE, RÉSISTANCES ET DIALOGUES NORD-SUD

3<sup>ÈME</sup> ÉDITION DU COLLOQUE INTERNATIONAL DU GIREPS

INTERPRÉTATION SIMULTANÉE FRANÇAIS-ANGLAIS

27, 28 ET 29 SEPTEMBRE 2018

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES

Graphisme et Impression : Imprime-Emploi



Conseil de recherches en sciences humaines du Canada

Canada

Social Sciences and Humanities Research Council of Canada

CRISES

Centre de recherche sur les innovations sociales

Faculté des arts et des sciences

Université de Montréal et du monde.



Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

FTQ



CSN

CSQ

Centrale des syndicats du Québec



SGPUM

Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal



Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université de Montréal

Association internationale des ÉTUDES QUÉBÉCOISES



**GIREPS**

www.gireps.org  
gireps.coordo@gmail.com  
colloque.gireps@gmail.com

Département de sociologie, Bureau C-5108  
Université de Montréal, Pavillon Lionel-Groulx  
C. P. 6128, succursale Centre-ville  
Montréal QC H3C 3J7 CANADA



Conseil de recherches  
en sciences humaines  
du Canada

Social Sciences and  
Humanities Research  
Council of Canada

**Canada**

**Faculté des arts  
et des sciences**

Université   
de Montréal  
et du monde.

**CRiSES**

Centre de recherche sur les innovations sociales

# MOT DU COMITÉ D'ORGANISATION

Le passage au néolibéralisme et ses effets dévastateurs conduisant à la précarisation du système d'emploi font en sorte que quarante ans plus tard, le travail n'apparaît plus comme un rempart contre la pauvreté : il constitue bien souvent le chemin qui y conduit. Au Nord comme au Sud, les travailleurs et travailleuses pauvres sont contraint·e·s à de mauvaises conditions de travail et rendu·e·s vulnérables tant sur le plan économique que sur celui des droits sociaux et de l'action collective. Un peu partout, dans des modalités différentes, ils et elles connaissent une grande insécurité matérielle en raison de la faiblesse des revenus d'emploi, de l'insécurité statutaire, du déficit – voir l'absence totale – de protection sociale ainsi que de graves insécurités et incertitudes face au présent et à l'avenir.

Le 3e colloque international du GIREPS *Le travail qui rend pauvre: action publique, résistances et dialogues Nord-Sud* est pensé comme un rendez-vous permettant de discuter et débattre des recherches internationales portant sur l'action publique structurant les politiques sociales liées au travail précaire et sur les stratégies de résistance des travailleurs et travailleuses pauvres (TTP). En mettant de l'avant une perspective intersectionnelle, nous souhaitons par ailleurs alimenter la réflexion épistémologique sur ces enjeux et contribuer à stimuler le dialogue Nord-Sud entre les chercheur·e·s et les acteur·trices sociaux du Nord et du Sud global. Nous espérons que les discussions qui y auront lieu seront à la fois conviviales et porteuses de transformation.

---

## WELCOME ADDRESS

*The passage to neoliberalism and its devastating effects leading to the deterioration of the employment system also mean that forty years later, work no longer appears as a bulwark against poverty: it is too often the path that leads to it. In the North as in the South, poor workers are forced into poor working conditions and made vulnerable both economically and socially as well as in their ability to act collectively. Everywhere, in different ways, they are very insecure because of low employment income, statutory insecurity, lack of social protection, serious deficit of social protection and, therefore, increased insecurities and uncertainties about the present and the future.*

*The 3rd International GIREPS Symposium *Le travail qui rend pauvre: action publique, résistances et dialogues Nord-Sud* is thought of as a gathering to discuss and debate international research on public action structuring social policies related to precarious work and on the resistance strategies of the working poor. By highlighting an intersectional perspective, we also wish to feed epistemological reflection on these issues and help stimulate North-South dialogue between researchers and social actors in the North and the Global South. We hope that the discussions will be both convivial and transformative.*



Syndicat général des professeurs et professeures de l'Université de Montréal



Syndicat des  
chargées et chargés de cours  
de l'Université de Montréal



# JEUDI 27 SEPTEMBRE

THURSDAY, SEPTEMBER 27<sup>TH</sup>

CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-3061

– 15:00 – 16:15 : CONFÉRENCE D'OUVERTURE / KEYNOTE SPEAKERS

## Introduction et mot de bienvenue / Opening Statement

Yanick Noiseux (UdeM)

## Ouverture I : Exploring Organizational Trajectories in the Worker Center Space

Janice Fine (Rutgers U.)

## Ouverture II : Changing Protest Repertoires among Precarious Workers: South Korea and Beyond

Jennifer Jihye Chun (UCLA)

Dans le contexte de la tertiarisation de l'économie et de la fragmentation des relations d'emploi, il y a mise sur pied de nouvelles formes d'organisations collectives s'appuyant sur des stratégies variées cherchant à peser sur le marché et/ou les institutions publiques. Cette conférence explorera comment les travailleurs et travailleuses s'organisent dans différents contextes tels que le cadre syndical traditionnel, les « nouveaux » syndicats, les worker centers, les organisations communautaires (et en ligne) et les communautés de pair-e-s. // *In the context of expanding service sector employment, fissured employment relations and on-demand platforms, there is a wide range of organizational experimentation occurring, both with respect to organizational forms as well as strategies to govern the market and raise standards through public policy. This conference will explore how workers are organizing and taking action within conventional unions, newer union models, worker centers, community organizations and online, peer to peer communities.*



**JANICE FINE** détient un doctorat en sciences politiques du MIT et est professeure agrégée d'études sociales et de relations de travail à l'École de gestion et de relations de travail de l'Université Rutgers (États-Unis), ainsi que directrice « recherche et stratégie » au Center for Innovation in Worker Organization (CIWO). // *Janice Fine holds a PhD in Political Science from MIT and is Associate Professor of Labor Studies and Employment Relations at the School of Management and Labor Relations, Rutgers University as well as Director of Research and Strategy at the Center for Innovation in Worker Organization (CIWO).*

Les actes dramatiques de résistance et de solidarité sont au cœur du paysage politique sud-coréen, en particulier pour les travailleuses et les militants-antes syndicaux, les étudiant-e-s, les leaders religieux, les membres de partis politiques progressistes et les défenseurs-euses des droits humains qui soutiennent leurs luttes. Cette conférence s'inspire des recherches de terrain menées au cours de la dernière décennie pour examiner comment et dans quelles conditions les « cultures publiques de protestation » se développent parmi les travailleurs et travailleuses de Corée du Sud dans leurs luttes contre la précarisation de l'emploi. // *Dramatic acts of resistance and solidarity are a mainstay in South Korea's political landscape, especially for protesting workers and the broad base of union activists, students, religious leaders, progressive party members and human rights proponents that support their struggles. This talk draws upon field research conducted over the past decade to examine how and under what conditions public cultures of protest flourish among South Korean workers in their struggles against employment precarization.*

**JENNIFER JIHYE CHUN** est professeure associée au Asian American Studies Department et au International Institute de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA). Ces travaux portent sur la transformation du monde du travail et de la politique en insistant sur les intersections entre genre, ethnicité et migration. // *Jennifer Jihye Chun is Associate Professor in the Asian American Studies Department and the International Institute at the University of California, Los Angeles (UCLA). Her research explores the changing world of labor and politics, focusing on the intersections of gender, race and migration.*



– 16:30 – 18:00 : TABLE RONDE I

Les Travailleurs et travailleuses pauvres aujourd'hui : Panorama mondial / *Roundtable I :  
The Contemporary Working Poor : A Global Overview*

**Animation** Cheolki Yoon (CTTI, Montréal), **avec/with** Rodolfo Elbert (CONICET-U. Buenos Aires, Argentine), Liana Carleial (UFPR-Curitiba, Brésil), Youssef Sadik (U. Mohamed V, Rabat, Maroc), Jamie Woodcock (U. of Oxford, Royaume-Uni), Nik Theodore (U. of Illinois, Champaign, États-Unis), Varsha Ayyar (TISS-Mumbai, Bombay, Inde), Fernando José Pires de Sousa (UFC, Fortaleza, Brésil)

Parce que les travailleurs et travailleuses pauvres au Nord et au Sud connaissent des situations à la fois similaires et différentes, parce que l'action collective fait face au Nord comme au Sud à des obstacles communs et divergents, le 3e colloque international du GIREPS propose lors de sa soirée d'ouverture un espace de dialogue entre des chercheur-e-s de l'Argentine, du Brésil, du Canada, des États-Unis, de l'Inde, du Maroc et du Royaume-Uni. L'objectif de la table ronde est de faire le point sur les grandes tendances de l'action publique et les défis liés à l'organisation collective des travailleurs et travailleuses pauvres aux quatre coins de la planète. // *As the working poor in the North and the South are experiencing a number of similarities and divergences in their situations, and, as collective action faces a series of common and region specific obstacles in both regions; the 3rd GIREPS International Symposium will be giving the room, at the opening session, to a group of researchers from Argentina, Brazil, Canada, the United States, India, Morocco and the United Kingdom. The objective of this round table is to take stock of the major trends in public action and the challenges related to the collective organization of working poor around the world.*



Rodolfo Elbert  
(CONICET-U. Buenos Aires)



Liana Carleial  
(UFPR-Curitiba)



Youssef Sadik  
(U. Mohamed V)



Jamie Woodcock  
(U. of Oxford)



Nik Theodore  
(U. of Illinois)



Varsha Ayyar  
(TISS-Mumbai)



Fernando José Pires de Sousa  
(UFC)



Cheolki Yoon  
(CTII)

Suivie de / followed by  
18:30 – 20:00 :  
COCKTAIL  
Lieu : Bar St-Houblon  
(5414 av. Gatineau)

— 9:00 – 10:30 / *CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-3061*

## SÉANCE 1 : LA CONSTRUCTION DES CONNAISSANCES SUR LE TRAVAIL ET LA PAUVRETÉ AU PRISME DE L'INTERSECTIONNALITÉ / PANEL 1 : BUILDING KNOWLEDGE ON WORK AND POVERTY THROUGH THE LENS OF INTERSECTIONALITY

Présidence/Chair : Emma Jean (*UdeM*)

### **La gouvernementalisation de l'intersectionnalité à l'ère du néolibéralisme (post)racial**

Sirma Bilge (*UdeM*)

### **Dalit Feminism and Labour : Current Challenges**

Varsha Ayyar (*Tata Institute of Social Sciences*)

### **Une application d'approche féministe intersectionnelle : petite histoire d'une formation-accompagnement élaborée par Relais-femmes et la Table des groupes des femmes de Montréal (TGFM)**

Nancy Guberman (*Relais-femmes*)

— 10:45 – 12:30 / *CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-3061*

## SÉANCE 2A : TRANSFORMATIONS DE L'ACTION PUBLIQUE ET SES IMPACTS SUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES / PANEL 2A : TRANSFORMATION OF PUBLIC ACTION AND ITS IMPACTS ON THE WORKING POOR

Présidence/Chair : Anne Calvès (*UdeM*)

### **Politiques publiques, volonté politique et précarité de l'emploi au Cameroun**

Ernest Messina Mvogo (*U. de Douala*)

### **Le « coup » et l'État social au Brésil : impacts sur les TTP**

Fernando José Pires de Sousa (*UFC*)

### **Les zones grises de l'emploi : un terrain de jeu pour les plateformes numériques**

Urwana Coiquaud (*HEC*)

— 10:45 – 12:30 / *CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-2059*

## SÉANCE 2B : TRANSFORMATIONS DES MARCHÉS DU TRAVAIL ET SES IMPACTS SUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES / PANEL 2B : LABOR MARKETS TRANSFORMATIONS AND THEIR IMPACTS ON THE WORKING POOR

Présidence/Chair : Marie-Pierre Boucher (*UQO*)

### **De la centrifugation à l'uberisation des marchés du travail**

Rabih Jamil (*UdeM*)

### **Le rapport formel-informel et la sous-traitance : la déformalisation du marché du travail au Brésil**

Liana Carleial (*UFPR-Curitiba*)

### **Quand travailler rime avec pauvreté : conditions de travail et de vie des travailleuses et travailleurs rémunérés au salaire minimum**

Claudine Gagnon, Marie-Josée Dupuis et Isabelle Landry (*CQSP*)

– 14:00 – 15:30 / CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-3061

SÉANCE 3A : ORGANISATION COLLECTIVE ET TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES : ENJEUX ET DÉFIS CONTEMPORAINS I / PANEL 3A : ORGANIZING AT THE MARGINS : CURRENT CHALLENGES I

Présidence/Chair : Manuel Salamanca Cardona (*McGill*)

**Regulating Informality : Worker Centers and Collective Bargaining of Day Laborers' Wages**

Nik Theodore (*U. of Illinois*)

**The Fight for Fifteen and Fairness in Ontario: The Day After**

Deena Ladd (*WAC – Toronto*)

**Informality and Class in Argentina : The Linkage between Class Position, Job Trajectory and Class Identity among Formal and Informal Workers (2015)**

Rodolfo Elbert (*CONICET-U. Buenos Aires*)

– 14:00 – 15:30 / CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-2059

SÉANCE 3B : ORGANISATION COLLECTIVE ET TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES : ENJEUX ET DÉFIS CONTEMPORAINS II / PANEL 3B : ORGANIZING AT THE MARGINS : CURRENT CHALLENGES II

Présidence/Chair : Mylène Fauvel (*UdeM*)

**Reconnaissance des travailleurs minorés : enjeu de représentation syndicale ou processus de subjectivation ?**

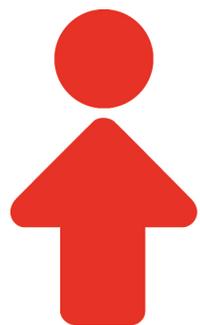
Carole Yerochewski (*UdeM*)

**Organiser une main-d'œuvre étrangère et temporaire. Le cas de l'Association des travailleurs et travailleuses migrants du Québec (ATTMQ)**

Loïc Malhaire (*U. Del Valle Guatemala*) et Joey Calugay (*CTII*)

**La fabrication des conditions de travail des travailleurs pauvres : une analyse par la chaîne de valeur**

Martine D'Amours (*U. Laval*)



Fédération  
des travailleurs  
et travailleuses  
du Québec

FTQ

— 15:45 – 17:15 / CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-3061

**SÉANCE 4A : TRANSFORMATIONS DE L'ACTION PUBLIQUE ET SES IMPACTS SUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES II / PANEL 4A : TRANSFORMATIONS OF PUBLIC ACTION AND ITS IMPACTS ON THE WORKING POOR II**

Présidence/Chair : Catherine Charron (*CREMIS*)

**Les femmes dans l'économie informelle en Inde**

Karine Bates (*UdeM*)

**L'État gestionnaire de la main-d'œuvre : l'activation de l'assistance sociale au Québec**

Marie-Pierre Boucher (*UQO*)

**Les Normes du travail comme outil d'intervention avec les travailleurs migrants : opportunités et lacunes**

Jill Hanley (*McGill*)

— 15:45 – 17:15 / CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-2059

**SÉANCE 4B : ACTION PUBLIQUE ET PRÉCARITÉ AU QUÉBEC: ENJEUX ACTUELS / PANEL 4B : PUBLIC ACTION AND PRECARIETY IN QUÉBEC : COMPTemporary CHALLENGES**

Présidence/Chair : Pierre-Hubert Leroux (*UdeM*)

**L'aide sociale au Québec : de stigmatisme et d'intégration sociale**

Diane Gagné (*UQTR*), Anthony Desbiens (*UdeM*), Marie-Josée Dupuis (*CQSP*), Marie-Pierre Boucher (*UQO*), Yanick Noiseux (*UdeM*)

**Conditions de travail et revendications juridiques des travailleurs agricoles migrants**

Martin Gallié, Jeanne Ollivier-Gobeil et Caroline Brodeur (*UQÀM*)

**L'action communautaire autonome au Québec : un portrait des conditions de travail**

Mylène Fauvel (*UdeM*), Céline Métivier (*RQ-ACA*) et Annik Patriarca (*ABE*)



— 10:30 – 12:00 / CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-3061

## SÉANCE 5 : LA CONSTRUCTION DES CONNAISSANCES SUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES AU NORD ET SUD / PANEL 5 : BUILDING KNOWLEDGES ABOUT WORKERS IN THE NORTH AND IN THE SOUTH

Présidence/Chair : Laurence Hamel-Roy (*U. Concordia*)

### Les réalités de l'emploi des jeunes dans les pays du Sud : une nouvelle épistémologie du travail et de l'emploi

Youssef Sadik (*U. Mohamed V*)

### De la parole aux actes : la recherche comme courroie de transmission entre expériences d'oppression et théâtre-forum citoyen

Sylvia Bissonnette (*GRFPQ*) et Christopher McAll (*CREMIS et UdeM*)

### Épistémologie : les réalités du Sud sont-elles solubles dans la pensée du Nord ?

Sid Ahmed Soussi (*UQÀM*)

— 12:30 – 13:30 / CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-3061

## DÎNER-CONFÉRENCE / LUNCH CONFERENCE

### Table ronde II : Syndicalisme et travail précaire/Roundtable II: Unions and the Working Poor

Avec la participation des représentant-e-s de/with the participation of representatives from the FTQ, CSN, CSQ, CSD

Au cours des trois dernières décennies, les transformations du marché du travail, les restructurations des services publics et les mutations concernant les interventions de l'État canadien et québécois - notamment le recours de plus en plus régulier aux lois spéciales, l'impartition du travail, l'application de nouveaux modes de gestion et adoption de politiques d'austérité, etc. - posent des défis de taille aux organisations syndicales. C'est autour de ces questions que discuteront les représentant-e-s de centrales syndicales qui participeront à cette table ronde. // *Over the last three decades, trade unions have been challenged by a multitude of factors which could be summed-up, among others, by an ongoing transformation of labour market, a restructuring of public services and a changing nature of the state intervention (federal / provincial) namely through the recurrent use of special legislations, the outsourcing of work, the application of new management methods and the adoption of austerity policies. These questions will be the guiding framework of the discussion with representatives from trade unions in Quebec*

### Animation :

Anthony Desbiens (*UdeM*) et/and Sid Ahmed Soussi (*UQÀM*)

— 13:30 – 15:00 / CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-3061

## SÉANCE 6A : ORGANISATION COLLECTIVE ET TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES : ENJEUX ET DÉFIS CONTEMPORAINS III / PANEL 6A : ORGANIZING AT THE MARGINS : CURRENT CHALLENGES III

Présidence/Chair : Rabih Jamil (*UdeM*)

### India's Working-Poor Build Grassroots Democracy

Indira Gartenberg (*LEARN-Dharavi*)

### Autour des luttes londoniennes dans la gig-économie

Jamie Woodcock (*U. of Oxford*)

### Activism : A Strategy to Improve the Working and Living Conditions of Domestic Workers in Canada

Evelyn Calugay (*PINAY*)

— 13:30 – 15:00 / CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-2059

SÉANCE 6B : ORGANISATION COLLECTIVE ET TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES : ENJEUX ET DÉFIS  
CONTEMPORAINS IV / PANEL 6B : ORGANIZING AT THE MARGINS : CURRENT CHALLENGES IV

Présidence/Chair : Diane Gagné (UQTR)

**Réponses syndicales aux réformes néolibérales des lois du travail en Afrique de l'Ouest**

Armel Brice Adanhounme (UQTR)

**L'organisation des travailleuses et travailleurs migrants au Japon: l'expérience d'un groupe de défense des droits**

Pierre-Hubert Leroux (UdeM)

**Pratiques et savoirs militants en vue d'une transformation de l'action publique**

Mélanie Gauvin (ABE)

— 15:00 – 16:30 / CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-3061

**Table ronde III : Pratiques militantes et recherche engagée / Roundtable III : Activism and Research**

Avec la participation de/with the participation of Ernest Messina Mvogo (*U. de Douala*), Indira Gartenberg (*LEARN-Dharavi*), Loïc Malhaire (*U. Del Valle Guatemala*), Janice Fine (*Rutgers U.*), Jennifer Jihye Chun (*UCLA*)

Pour clore ce colloque, cette table ronde vise à faire une synthèse concernant les enjeux épistémologiques, méthodologiques et éthiques relatifs à la recherche « engagée » ou « militante », et qui ont pu être soulevés à divers moments de l'événement. Ainsi, pour continuer d'échanger sur les enjeux de production des savoirs, dans un dialogue Nord-Sud et dans une perspective intersectionnelle, cette table ronde propose d'aborder plus particulièrement la posture du chercheur ou de la chercheuse universitaire et ses liens avec les différents regroupements sociaux. // *To close this symposium, the third and last roundtable aims at discussing epistemological, methodological and ethical issues related to the "engaged" or "militant" research. Thus, to keep the knowledge exchange in a context of South-North dialogue and in an intersectional perspective, this round table proposes to address more specifically the posture of academic researchers and their links with different social groups.*

**Animation :**

Martine Lauzon (UQO) et/and Carole Yerochewski (UdeM)

— 16:30 – 16:45 / CARREFOUR DES ARTS ET DES SCIENCES C-3061

CLÔTURE / CLOSURE

MOT DE LA FIN / FINAL STATEMENT

Comité organisateur du colloque (GIREPS) / GIREPS' Organizing committee



**Centrale des syndicats  
du Québec**

**VISITE GUIDÉE / WALKING TOUR**

**DES MANUFACTURES AUX ATELIERS D'ARTISTES : LES MUTATIONS DE L'EST DU MILE END  
FROM SWEATSHOPS TO ARTISTS' STUDIOS : TRANSFORMATIONS OF EASTERN MILE END**

À l'est du boulevard Saint-Laurent s'élèvent d'immenses édifices de béton. Dans l'ombre de ces vestiges d'une ère industrielle révolue, se tiennent encore debout les fantômes d'une industrialisation plus ancienne, moteur de l'urbanisation du Mile End. Plus récemment, c'est une effervescence artistique unique au Canada qui a fleuri du béton. Cette visite vous offrira les clés de lecture d'un paysage urbain hétéroclite.

*East of Saint-Laurent Boulevard stand enormous concrete buildings. In the shadow of these remnants of a bygone industrial era can be found the ghosts of an even earlier industrialization, engine of Mile End's urban development. More recently, an artistic effervescence, unique in Canada, has bloomed amid the concrete. This tour will provide the keys to reading a heterogeneous urban landscape.*

Point de rencontre / Meeting point

10:30 - Métro Laurier, sortie nord (Avenue Laurier) / Laurier metro, north exit (Laurier Avenue)

## A GIGANTIC 9 STOREY BUILDING . . .

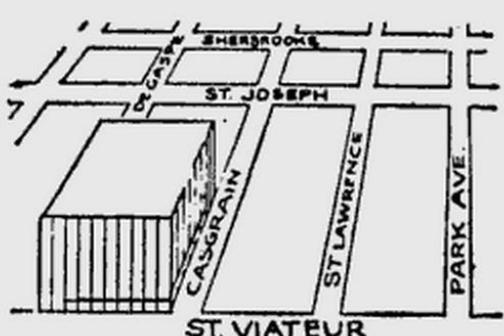


**ST. VIATEUR  
COMMERCIAL  
CENTRE**

**520,000 sq. ft. of floor space.  
The largest commercial building in mid-Montreal.**

**NOW UNDER CONSTRUCTION  
OCCUPANCY  
MARCH 1965**

Offers the most ideal location for any phase of **LIGHT MANUFACTURING — SHOWROOMS — OFFICES** in the heart of the mid-Montreal. Excellent district for labour force, personnel and transportation. **ACT NOW AND SELECT YOUR IDEAL SPACE.**



- 58,000 SQ. FT. PER FLOOR
- Reinforced concrete, fire-proof, fully sprinklered
- 7 elevators — 3 pass. — 4 freight
- 10 loading platforms
- Live steam available
- Heavy circuit electric wiring, ample elec. power
- 250 car indoor parking
- Banking facilities and restaurant on premises and many more features

**This is another project of**  
**COLONIA**  
Industrial Development Corp.,

Write or phone for free brochure  
Head Office:  
**2795 Bates Rd., Suite 205**  
**Tel.: 735-3658**

# LISTE DES PRÉSENTATIONS ET NOTICES BIOGRAPHIQUES

## LIST OF PRESENTATIONS AND BIOS

### CONFÉRENCES D'OUVERTURE / KEYNOTE SPEAKERS

JEUDI 27 SEPTEMBRE 15:00 – 16:15

// **Yanick Noiseux (UdeM)**, *Introduction et mot de bienvenue / Opening Statement*

**Yanick Noiseux** est professeur agrégé au département de sociologie de l'Université de Montréal et chercheur principal au Groupe interdisciplinaire et interuniversitaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS). Ses travaux portent principalement sur le renouvellement du syndicalisme et de l'action collective des travailleurs et travailleuses pauvres, les transformations du travail et les politiques sociales dans le contexte de la mondialisation. Il s'intéresse particulièrement à l'organisation collective des travailleurs précaires au Canada, en Argentine et en Inde.

// **Janice Fine (Rutgers U.)**, *Exploring Organizational Trajectories in the Worker Center Space*

In the context of expanding service sector employment, fissured employment relations and on-demand platforms, there is a wide range of organizational experimentation occurring, both with respect to organizational forms as well as strategies to govern the market and raise standards through public policy. Workers are organizing and taking action within conventional unions, newer union models, worker centers, community organizations and on-line, peer to peer communities. Organizational forms and strategies are not static—they are evolving and changing all the time—and they challenge long-held assumptions about sources and expressions of worker power. Nevertheless, most discussions about the "future of work" are strikingly determinist, assuming the end of worker agency and organization.

**Janice Fine** holds a PhD in Political Science from MIT and is Associate Professor of Labor Studies and Employment Relations at the School of Management and Labor Relations, Rutgers University (Rutgers U.), USA, as well as Director of Research and Strategy at the Center for Innovation in Worker Organization (CIWO). At CIWO, she works with labor and community organizations and state and local departments of labor across the country on strategies for strengthening labor standards enforcement. She also leads the work that supports worker organizations in strengthening their membership recruitment and distributed leadership structures. Fine teaches and writes about forms of collective action among low-wage immigrant workers in the U.S including innovative union and community organizing strategies, historical and contemporary debates within the labor movement regarding immigration policy, labor standards enforcement, privatization and government oversight. She is the author of many scholarly articles and has also published in *New Labor Forum*, the *Boston Globe*, the *Nation*, the *Boston Review*, the *Philadelphia Inquirer* and the *Newark Star Ledger*.

// **Jennifer Jihye Chun (UCLA)**, *Changing Protest Repertoires among Precarious Workers : South Korea and Beyond*

Dramatic acts of resistance and solidarity are a mainstay in South Korea's political landscape, especially for protesting workers and the broad base of union activists, students, religious leaders, progressive party members and human rights proponents that support their struggles. While many labor and social movement scholars have examined the instrumental, organizational and structural factors that promote strategic forms of collective action, much less attention has been paid to the embodied, spatial and infrastructural dimensions of public protests. Why do people engage in extreme acts of protest, particularly acts that involve exceptional sacrifice and a high level of social suffering? How do extreme protest acts utilize the built environment, including the streets, the public squares, the transport systems, and the capitalist infrastructure itself, to express and carry on oppositional cultures of resistance and solidarity over time and place? This talk draws upon field research conducted over the past decade to examine how and under what conditions public cultures of protest flourish among South Korean workers in their struggles against employment precarization.

**Jennifer Jihye Chun** is Associate Professor in the Asian American Studies Department and the International Institute at the University of California, Los Angeles (UCLA), USA. Her research explores the changing world of labor and politics, focusing on the intersections of gender, race and migration. She is currently writing a book monograph on spaces and cultures of protest in South Korea. She is engaged in collaborative research projects on Asian immigrant women workers in homecare in California and global comparative approaches to informal and precarious worker organizing. She is the author of the award-winning book *Organizing at the Margins: The Symbolic Politics of Labor in South Korea and the United States* (Cornell University Press, 2009) and has recently co-edited a double special issue in *Critical Sociology* (2018) entitled, "Care Work in Transition: Transnational Circuits of Gender, Migration and Care".

### TABLE RONDE/ROUNDTABLE I : LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES AUJOURD'HUI : PANORAMA MONDIAL / THE CONTEMPORARY WORKING POOR : A GLOBAL OVERVIEW

JEUDI 27 SEPTEMBRE 16:30 – 18:00

Parce que les travailleurs et travailleuses pauvres au Nord et au Sud connaissent des situations à la fois similaires et différentes, parce que l'action collective fait face au Nord comme au Sud à des obstacles communs et divergents, le 3e colloque international du GIREPS propose lors de sa soirée d'ouverture un espace de dialogue entre des chercheur-e-s de l'Argentine, du Brésil, du Canada, des États-Unis, de l'Inde, du Maroc et du Royaume-Uni. L'objectif de la table ronde est de faire le point sur les grandes tendances de l'action publique et les défis liés à l'organisation collective des travailleurs et travailleuses pauvres aux quatre coins de la planète. Qu'est-ce qu'un travailleur ou une travailleuse pauvre et quelle est l'évolution de la pauvreté au travail dans ces régions ? Quelles y sont les grandes tendances de l'action publique et les grandes initiatives publiques visant spécifiquement les travailleurs et travailleuses pauvres ? Comment se déploie l'organisation collective de ces travailleurs-travailleuses et quelle est la réelle place de ces derniers-dernières au sein des mouvements de résistance ?

*As the working poor in the North and the South are experiencing a number of similarities and divergences in their situations, and, as collective action faces a series of common and region specific obstacles in both regions; the 3rd GIREPS International Symposium will be giving the room, at the*

opening session, to a group of researchers from Argentina, Brazil, Canada, the United States, India, Morocco and the United Kingdom. The objective of this round table is to take stock of the major trends in public action and the challenges related to the collective organization of working poor around the world. What is a working poor and how does in-work poverty change in these regions? What are the main trends in public action and the major public initiatives specifically targeting the working poor? How are these workers organized collectively and what is their real place in the resistance movements?

## SÉANCE/PANEL 1 : LA CONSTRUCTION DES CONNAISSANCES SUR LE TRAVAIL ET LA PAUVRETÉ AU PRISME DE L'INTERSECTIONNALITÉ / BUILDING KNOWLEDGE ON WORK AND POVERTY THROUGH THE LENS OF INTERSECTIONALITY

VENDREDI 28 SEPTEMBRE 9:00 - 10:30

**// Sirma Bilge (Université de Montréal),** *La gouvernementalisation de l'intersectionnalité à l'ère du néolibéralisme (post)racial*

Forgée à partir des marges, au sein de la pensée noire radicale féministe des années 1970, en dialogue avec d'autres luttes pour la justice raciale et sociale, l'intersectionnalité fait face aujourd'hui à une institutionnalisation accrue tant dans le milieu de la recherche et l'enseignement supérieur que dans les secteurs des ONGs et activistes – secteurs traversés par d'importantes transformations ces dernières décennies sous un régime néolibéral globalisé qu'il importe de saisir dans sa structuration raciale (Goldberg 2009) qui opère à travers l'hégémonie postraciale. L'institutionnalisation des savoirs contre-hégémoniques comme l'intersectionnalité est un processus qui n'est pas sans ses contradictions, créateur autant de conditions pour leur réarticulation hégémonique que d'opportunités de la déstabiliser (Ferguson 2012). Élargissant un travail antérieur qui interroge les politiques du savoir qui se déploient à travers l'intersectionnalité et conduisent à l'évacuation de la pensée critique raciale de l'appareillage actuel de l'intersectionnalité, marginalisant les personnes racisées comme productrices des savoirs intersectionnels des débats et espaces académiques contemporains (Bilge 2013, 2014), cette communication se consacre à la saisie des relations régulateurs (Smith 1990), des techniques et des rationalités qui participent à la gouvernementalisation de l'intersectionnalité, de même que des pratiques qui contrent une telle réarticulation hégémonique.

**Sirma Bilge** est professeure titulaire au département de sociologie de l'Université de Montréal. Elle offre des cours au premier cycle ainsi qu'aux cycles supérieurs sur le genre et les sexualités, le racisme, le nationalisme et les relations ethniques, les approches postcoloniales et décoloniales. Elle offre également un nouveau séminaire sur l'intersectionnalité. Elle a copublié, avec Patricia Hill Collins, le livre *Intersectionality* (Polity Press, Key Concepts series, 2016). Intitulé «Savoirs minoritaires et subjectivités académiques à l'heure et à l'épreuve de l'université néolibérale», son nouveau projet (CRSH, Subvention Savoir) porte sur l'incorporation des savoirs minoritaires au sein de l'université globalisée à l'ère néolibérale et sur les pratiques institutionnelles et les subjectivités académiques, tant entrepreneuriale que résistante, qui en découlent. Parmi ses publications récentes, notons aussi : 2016 : « Theoretical coalitions and multi-issue activism », dans S. Bakshi et al., *Decolonizing Sexualities* 108-122; 2015 : « Le blanchiment de l'intersectionnalité », *Recherches féministes*, 28 (2), 9-32; 2014 : « La pertinence de Hall pour l'étude de l'intersectionnalité », *Nouvelles pratiques sociales*, 26 (2), 65-82; 2014 : « Whitening Intersectionality. Evanescence of Race in Intersectionality Scholarship », dans W. Hund & A. Lentin (eds), *Racism and Sociology*, 175-205; et 2013 : « Intersectionality Undone: Saving Intersectionality from Feminist Intersectionality Studies », *Du Bois Review*, 10 (2), 405-424.

**// Varsha Ayyar (Tata Institute of Social Sciences),** *Dalit Feminism and Labour : Current Challenges*

Since the 1970s, studies on the informal sector have been undertaken on a wide scale. In spite of these studies drawing upon an anthropological perspective, statistics and microeconomic methodologies, there is no one definition comprehensive enough to understand the specific and local nature of the informal sector. Much of the epistemologies on informality is now dominated by economists who are unable to explain the proliferation of an informal sector that is dominated by women, marginalized communities and vulnerable social groups. Against this background, I attempt to unravel India's informal sector from a feminist sociological perspective. It is pertinent to understand the much-neglected social stratification and its role in the sexual, racial and - in case of India - caste-based division of labor. India's informal sector is now at 94 % and the precarious sector continues to be dominated by women from historically and socially disadvantaged groups (Untouchables/Dalits), lower castes, Muslim minorities and landless Dalits and tribal groups. It is therefore pertinent to ask questions such as: How does one explain the predominance of untouchable castes in India's sanitation work across the country? or why do the untouchables of India continue to work in sectors that are associated with removing and handling 'pollution' (cleaning sewers, mortuary workers, removing dead cattle, working in abattoirs)? How does one understand the extensive feminization of labor in India's garment and agrarian sectors? With an approach that is informed by feminist sociological lenses, I will focus on three aspects of relevance, i.e. caste, gender and class and their role in shaping India's workforce and labor conditions. I also highlight other important factors such as religion, age, geographical location and region as significant to understand how these operate and contribute in the formation of social networks that function for labor supply, retention and exploitation.

**Dr Varsha Ayyar** is a faculty member at the Centre for Labour Studies, Tata Institute of Social Sciences, Mumbai (India). Her research work examines the nature of caste and class, its reproduction in neoliberal cities, the feminization of labor, urban poverty, gender and technology.

**// Nancy Guberman (Relais-Femmes),** *Une application d'approche féministe intersectionnelle : petite histoire d'une formation-accompagnement élaborée par Relais-femmes et la Table des groupes des femmes de Montréal (TGFM)*

Point de départ: une recherche menée par la TGFM auprès de ses membres constatant le manque de diversité ethnoculturelle dans les équipes de travail. Une formation qui s'élabore avec la participation d'une douzaine de femmes de diverses origines qui sont ou ont été stagiaires, contractuelles, rarement permanentes dans l'équipe de travail d'un groupe. Retour sur les formations-accompagnements

réalisés auprès de quelques groupes sous le titre « Embauche et maintien en emploi de femmes d'origines diverses dans les groupes de femmes » Notamment, nous discuterons de la difficulté de plusieurs intervenantes et militantes à reconnaître qu'au-delà de la catégorie « femme » des rapports de domination peuvent s'installer entre femmes de différentes origines.

**Nancy Guberman** a été professeure titulaire de travail social à l'Université du Québec à Montréal jusqu'en octobre 2010. Elle est présentement professeure associée et formatrice à Relais-femmes. Pendant sa carrière universitaire, elle a produit des études et des formations sur les pratiques dans les groupes de femmes, notamment les pratiques démocratiques.

## SÉANCE/PANEL 2A : TRANSFORMATIONS DE L'ACTION PUBLIQUE ET SES IMPACTS SUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES / TRANSFORMATION OF PUBLIC ACTION AND ITS IMPACTS ON THE WORKING POOR

VENDREDI 28 SEPTEMBRE 10:45 - 12:30

**// Ernest Messina Mvogo (Université de Douala), Politiques publiques, volonté politique et précarité de l'emploi au Cameroun**

La précarité de l'emploi au Cameroun est une réalité vivante que l'on ne saurait nier au regard du taux de chômage et de la place grandissante qu'occupe l'informel dans le monde du travail dans ce pays d'Afrique. À l'origine de cet état des choses, et si l'on s'en tient aux analyses réalisées par des spécialistes voire des figures politiques, la mauvaise gouvernance occupe le premier rang des causes. Au Cameroun comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, le lien de causalité entre les politiques publiques et la précarité de l'emploi est perçu sous un angle holistique, entraînant parfois une compréhension parcellaire et simpliste de la question. D'une part, les politiques publiques élaborées en la matière sont influencées par les institutions internationales et ceci parfois au mépris des actrices et acteurs locaux. Le cas du Programme National de Développement Participatif (PNDP) en est illustrateur. D'autre part, la volonté politique n'accompagne pas les politiques publiques d'emplois au Cameroun. Aucune des deux grandes périodes caractéristiques de l'évolution historique des politiques publiques au Cameroun (État-providence et producteur : 1960 à fin des années 1990 et État-régulateur : fin des années 1990 à nos jours). L'objet de cette étude est de mettre en lumière les décalages qui existent entre les politiques publiques déconnectées de la réalité, la volonté politique et la qualité de l'emploi au Cameroun. Il s'agira en d'autres termes de montrer, dans une approche sociohistorique, que la précarité de l'emploi au Cameroun est la résultante du néocolonialisme (influence des institutions internationales sur les politiques publiques) et du manque de volonté politique.

**Ernest Messina Mvogo** est titulaire d'un doctorat en histoire des relations internationales. Il est chargé de cours à l'Université de Douala (U. de Douala), au Cameroun. Ses domaines de recherche sont les migrations, l'intégration, la politique et les frontières. Auteur de plusieurs articles scientifiques, il est coordonnateur de l'unité de recherche Dynamiques des mondes contemporains (CERDYM) et chef de département d'histoire de l'Université de Douala. Par ailleurs, il est également coordonnateur adjoint du Laboratoire Histoire et sciences du patrimoine. Il prépare une HDR intitulée « Migrations et sécurité en Afrique ».

**// Fernando José Pires de Sousa (Université fédérale de Ceará), Le « coup » et l'État social au Brésil : impacts sur les TTP**

Le Brésil traverse actuellement une des crises les plus profondes de son histoire. Le gouvernement, qui affirme faire face à la question économique après un « coup parlementaire » dans les domaines de la production et de la finance nationale et internationale, soutenu par les grands médias et les couches conservatrices brésiliennes, profite pour mettre en œuvre des réformes ultralibérales. Ces réformes précarisent le marché du travail par une refonte sans précédent de la législation du travail et le démantèlement de la protection sociale, notamment par un gel pour 20 ans des dépenses en santé et en éducation, ainsi que par d'autres réformes du filet social. Cela entraîne un recul du bien-être de la population, particulièrement en matière de conditions de vie des travailleurs et travailleuses pauvres au Brésil.

Diplômé en statistiques et spécialiste en méthodes quantitatives, **Fernando José Pires de Sousa** détient une maîtrise en économie de l'Université fédérale de Ceará (1991) et un doctorat en économie de l'Université Paris XIII (2000). Il est actuellement professeur agrégé à l'Université fédérale de Ceará, au Brésil. Il possède une vaste expérience en économie du développement et ses études portent sur la pauvreté et sur les politiques publiques. Il intervient principalement dans les domaines du développement économique, du marché du travail, de l'économie régionale, de l'État et de l'économie et de la protection sociale en Amérique latine et dans le « nordeste » brésilien.

**// Urwana Coiquaud (HEC Montréal), Les zones grises de l'emploi : un terrain de jeu pour les plateformes numériques**

Si les plateformes numériques dans nos économies mettent en lumière des phénomènes déjà observés et analysés par les juristes du travail, leur avènement accélère de façon quasi exponentielle les transformations du travail tel que le travail atypique et le travail précaire, et accentue les zones grises de l'emploi. Ce phénomène offre aux juristes du travail l'occasion de ressusciter de vieilles réflexions et de remettre au goût du jour d'anciens appels à une réglementation plus audacieuse ; à cet égard, il faut reconnaître que c'est plutôt rassurant. Par contre, les services d'intermédiation proposés via ces plateformes offrent des questionnements inédits et déroutants. Dans le cadre de cette conférence, il s'agira de faire le point sur l'impact des plateformes numériques sur le droit du travail québécois.

**Urwana Coiquaud** est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Aix-Marseille III et d'un PhD en relations industrielles de l'Université de Montréal. Professeure agrégée à HEC Montréal (HEC), elle y enseigne le droit du travail et le droit international du travail. Cochercheuse au Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), elle s'intéresse particulièrement à la précarisation de l'emploi, aux mécanismes juridiques et aux formes contractuelles responsables de la paupérisation de certains travailleurs et certaines travailleuses. La majorité de ses publications et de ses communications scientifiques s'inscrivent autour de ces thématiques.

## SÉANCE/PANEL 2B : TRANSFORMATIONS DES MARCHÉS DU TRAVAIL ET SES IMPACTS SUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES / LABOR MARKETS TRANSFORMATIONS AND THEIR IMPACTS ON THE WORKING POOR

VENDREDI 28 SEPTEMBRE 10:45 - 12:30

// **Rabih Jamil (Université de Montréal)**, *De la centrifugation à l'uberisation des marchés du travail*

L'économie des plateformes (Kenney M., 2015) se caractérise par la prolifération d'une multitude d'organisations capitalistes qui recourent aux structures électroniques multifonctionnelles (applications) afin d'apparier l'offre et la demande de services exécutés dans le cadre de micro-tâches. Dans la foulée de la crise économique des années 2007-09, des organisations telles qu'Uber, Airbnb, Deliveroo ont réussi à bouleverser les relations de production, sur la scène mondiale, dans des secteurs tels que le transport par taxi, l'hôtellerie et la logistique tout en accentuant l'automatisation du processus du travail et la disciplinarisation des travailleurs-es. De même, ces organisations ont également contribué à conforter l'ambiguïté juridique résultant de décennies de la fragmentation des collectifs de travail et de précarisation systématique des conditions du travail. Cette communication, en se basant sur le cas d'Uber à Montréal, présentera une analyse critique de l'effervescence des applications électroniques et visera à les situer au sein de l'histoire des relations de productions capitalistes.

**Rabih Jamil** est étudiant au doctorat en sociologie à l'Université de Montréal. Il détient une maîtrise en Development Studies de la School of Oriental and African Studies (SOAS) - University of London, et une maîtrise en sciences naturelles de la Lebanese University, faculté des sciences. Ses intérêts de recherche se concentrent sur l'économie des plateformes, l'emploi à travers les applications électroniques, les travailleurs et travailleuses du Cyber et les nouvelles formes d'organisations capitalistes.

// **Liana Carleial (Université Federale du Paraná-Curitiba)**, *Le rapport formel-informel et la sous-traitance : la déformalisation du marché du travail au Brésil*

Le Brésil a récemment approuvé un changement à la législation du travail. On le qualifie officielle de réforme, mais en réalité, la nouvelle loi fragilise le droit du travail et laisse les travailleuses et les travailleurs seuls devant leur patron, sans soutien de l'État et des syndicats. On pense que la résultante correspondra à une augmentation de la pauvreté, de l'informalisation du travail, de la sous-traitance et de la pejetização (phénomène d'embauche exclusive d'entrepreneurs indépendants) au sein du marché du travail brésilien.

**Liana Carleial** est économiste et professeure titulaire en économie de l'Université Federale du Paraná (UFPR-Curitiba), Brésil. Elle est professeure à la Faculté de Droit, où elle développe ses activités de recherche et de formation aux niveaux de maîtrise et de doctorat. Ses recherches portent sur le marché du travail, l'économie régionale et l'économie solidaire. Elle a été professeure invitée à l'Université de Picardie Jules Verne, à Amiens (France). Elle a récemment fait paraître l'ouvrage intitulé La " zone grise " du travail. Dynamiques d'emploi et négociation au Sud et au Nord à la Maison d'Édition Peter Lang, codirigé avec Christian Azais (CNAM-France).

// **Claudine Gagnon, Marie-Josée Dupuis et Isabelle Landry (Collectif pour un Québec sans pauvreté)**, *Quand travailler rime avec pauvreté : conditions de travail et de vie des travailleuses et travailleurs rémunérés au salaire minimum*

En 2016, au Québec, 400 000 personnes gagnaient le salaire minimum ou un peu plus (jusqu'à 10 % au-dessus du salaire minimum). La précarité de leur situation économique est bien connue et de nombreuses organisations syndicales et populaires font pression sur le gouvernement pour une augmentation substantielle du salaire minimum. Nous en savons toutefois encore très peu sur les conditions de travail de ces personnes salariées et encore moins sur les conséquences concrètes qu'elles entraînent sur leur vie : par exemple, est-ce que leur(s) emploi(s) leur permet(tent) de combler leurs besoins de base (se nourrir, se vêtir, se loger, se déplacer)? Quels sont les impacts sur leur santé physique et mentale? Pour documenter ces questions, nous avons interrogé une quarantaine de personnes rémunérées au salaire minimum ou un peu plus, entre février et juin 2017. Elles mettent en lumière des situations de travail et de vie qui contrastent avec les stéréotypes qui les dépeignent comme étant des jeunes travaillant principalement pour gagner de l'argent de poche. Elles témoignent également des défis auxquels elles font face au travail et dans leur vie personnelle ainsi que des solutions ingénieuses qu'elles mettent en place pour améliorer leur situation.

**Claudine Gagnon** est responsable du volet de recherche « AVEC » au Collectif pour un Québec sans pauvreté (CQSP). Elle collabore aussi avec l'Observatoire de la pauvreté et des inégalités au Québec, l'organe de recherche du Collectif. Détentrice d'une maîtrise en organisation communautaire, ses interventions visent à faciliter la participation des personnes en situation de pauvreté aux luttes qui les concernent et aux projets de recherche menés par l'Observatoire. **Marie-Josée Dupuis** est responsable de l'Observatoire de la pauvreté et des inégalités au Québec. Depuis ses études doctorales, ses travaux portent principalement sur la précarisation du marché du travail ainsi que sur l'évolution des politiques publiques du marché du travail et de la sécurisation du revenu. Depuis une quinzaine d'années, elle travaille comme chercheuse à la fois dans les milieux universitaire et communautaire. **Isabelle Landry** a participé, en tant qu'experte du vécu, au comité d'encadrement de la recherche sur les conditions de vie des personnes rémunérées au salaire minimum. Au cours des dernières années, elle a occupé plusieurs postes dans le secteur privé et dans le mouvement communautaire. Isabelle possède également une formation doctorale en sciences des religions.

## SÉANCE/PANEL 3A : ORGANISATION COLLECTIVE ET TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES : ENJEUX ET DÉFIS CONTEMPORAINS I / ORGANIZING AT THE MARGINS : CURRENT CHALLENGES I

VENDREDI 28 SEPTEMBRE 14:00 - 15:30

// **Nik Theodore (University of Illinois)**, *Regulating Informality : Worker Centers and Collective Bargaining of Day Laborers' Wages*

Day-labor markets are characterized by chronic instability, low pay, and widespread violations of labor standards. Day laborers understand that without interventions in the informal economy, the floor on wages will be set by the desperation of the neediest workers, further tilting the balance of power in the direction of employers. This regulatory impulse has evolved from worker self-organizing at informal hiring sites to the creation of worker centers. This paper explores how worker centers target informal labor markets as both a field of regulatory action and an arena for building worker power. Worker centers regularize day-labor employment by establishing wage minima and reducing wage theft by increasing the transparency of employment arrangements. But they are more than simply technical-regulatory interventions in degraded labor markets. In addition to their regulatory functions, worker centers are sites of collective action through which the atomization of workers is confronted through organizing and leadership development.

**Nik Theodore** is Professor of Urban Planning and Policy and Associate Dean for Research and Faculty Affairs in the College of Urban Planning and Public Affairs, University of Illinois (U. of Illinois) at Chicago, USA. His current research pursuits include the study of urban informal economies, low-wage labor markets, and worker organizing. He is author (with Jamie Peck) of *Fast Policy: Experimental Statecraft at the Thresholds of Neoliberalism* (2015, University of Minnesota Press) and editor-in-chief of *Antipode: A Radical Journal of Geography*.

// **Deena Ladd (Workers Action Centre – Toronto)**, *The Fight for Fifteen and Fairness in Ontario: The Day After*

This presentation will focus on the challenges faced by the Fifteen and Fairness campaign in Ontario. It will address and discuss mobilization strategies used in the campaign and the place of racialized persons within the movement. The conference will also be an opportunity to take stock of the incoming struggles a few months after the election of Doug Ford's Conservative government.

**Deena Ladd** has been immersed for twenty years in community and labour organizing, education, training and building various organizations to support the actions and voice of immigrant, racialized, women and low-wage workers in Ontario. She was an organizer with the International Ladies Garment Workers Union (now called UNITE) and worked with retail, garment, social service, warehouse and manufacturing workers. Deena developed training courses and education for young workers, women, workers of colour and LGBTQ workers in the trade union movement and Maquila Solidarity Network. She has been active in a number of community, international coalitions and networks such as HomeNet, North American Alliance for Fair Employment, Toronto Coalition against Racism, Desh Pardesh, Council of Agencies Serving South Asians, Migrant Workers Alliance for Change and the Good Jobs for All Coalition. She is one of the co-founders and is the coordinator of the Workers' Action Centre (WAC) – a worker-based organization committed to improving the lives and working conditions of people in low-wage and unstable employment. WAC brings workers together to fight for fair employment and to provide leadership in our struggle for fairness and dignity at work.

// **Rodolfo Elbert (Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas and the Instituto de Investigaciones Gino Germani of the Universidad de Buenos Aires)**, *Informality and Class in Argentina : The Linkage between Class Position, Job Trajectory and Class Identity among Formal and Informal Workers*

The dynamics of peripheral capitalism in Latin America includes the employment or self-employment of a significant proportion of the working class under informal arrangements. The neoliberal transformations of the 1990s deepened this feature of Latin American labor markets, and it was not reversed during the period of economic growth that followed the collapse of neoliberalism. The persistence of informality in the region's labor markets has fueled debates about the class position of informal workers: Do they belong to the working class? Or they constitute a new social class? Influential authors such as Alejandro Portes and Guy Standing consider that informal workers constitute a new social class with different interests and identities than the formal proletariat. On the contrary, this paper sustains that the two kinds of workers belong to the same social class because of the fluidity of the boundary that separates them (i.e. they are better understood as different fractions of the working class). In order to sustain this claim I analyze full job trajectories of workers in Argentina to capture the weight of informal work in the trajectory of formal workers, and vice versa. Examination of the biographical dimension of work in Argentina shows the prevalence of a lived experience across the informality boundary among both type of workers. In addition, I explore the effect of different type of job trajectories on the class self-identification of workers. Data comes from a survey study applied to a random sample (n=1065) of the population (ages 25-65) of the Metropolitan Area of Buenos Aires in 2015. The study was conducted by the research team at the Programa de Investigación sobre Análisis de Clases Sociales at the Instituto de Investigaciones Gino Germani (Universidad de Buenos Aires).

**Rodolfo Elbert** is researcher at Argentina's Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas and the Instituto de Investigaciones Gino Germani of the Universidad de Buenos Aires (CONICET-U. Buenos Aires) and professor of contemporary sociological theory in that university's Department of Sociology. His work focuses on the linkage between informality and class in Latin America. His research has been published in *Current Sociology*, *Critical Sociology* and *Latin American Perspectives*, among other journals. He is currently a council member at the Labor Studies and Class Relations Section of the Latin American Studies Association and directs the Programa de Investigación sobre Análisis de Clases Sociales at the Instituto de Investigaciones Gino Germani (Universidad de Buenos Aires).

**SÉANCE/PANEL 3B : ORGANISATION COLLECTIVE ET TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES : ENJEUX ET DÉFIS CONTEMPORAINS II / ORGANIZING AT THE MARGINS : CURRENT CHALLENGES II**

**VENDREDI 28 SEPTEMBRE 14:00 – 15:30**

// **Carole Yerochewski (Université de Montréal)**, *Reconnaissance des travailleurs minorés : enjeu de représentation syndicale ou processus de subjectivation ?*

Au Brésil, l'économie solidaire est le lieu de mobilisations de travailleurs et travailleurs informels. Longtemps invisibilisés et minorés, ces travailleurs souvent très pauvres ont reçu, à partir de la fin des années 80, l'appui d'organisations communautaires et de mouvements sociaux et de foi. Cet appui leur a permis de développer des initiatives de création de travail et revenu gérées collectivement et de favoriser l'essor d'un mouvement social se préoccupant conjointement d'écologie, d'égalité hommes-femmes et de reconnaissance des communautés traditionnelles et de leur apport. L'économie solidaire est aussi le lieu où l'on retrouve les travailleuses et travailleurs formels qui ont été exclus de la modernisation néolibérale et qui ont récupéré dans les années 90 des entreprises en faillite, pour les transformer en coopératives autogérées. Toutefois, ces initiatives, développées le plus souvent sous l'impulsion des syndicalistes de la CUT (la principale centrale syndicale brésilienne) poursuivent plutôt l'objectif de rattacher les exclus à une société salariée sans remettre en cause la compétitivité qui la régit ni la séparation entre la sphère du salariat, assimilée au travail, et celle où les activités, domestiques, bénévoles et non salariées, sont considérées comme du « hors travail », maintenant ainsi dans l'invisibilité les autres rapports sociaux de domination et d'exploitation auxquels s'imbrique le capitalisme. Cette communication vise à discuter comment les formes d'accompagnement ou de représentation collective, par des organismes communautaires, des syndicats et des militants politiques, influencent l'expression collective des besoins et aspirations des travailleuses et travailleurs minorés. Plutôt qu'une entrée par le type d'organisation ou d'idéologie, c'est un questionnement sur les processus de subjectivation politique en lien avec les modalités d'interactions et la naturalisation des représentations dominantes qui est ainsi proposé.

Chercheuse associée au GIREPS et au CRIMT, **Carole Yerochewski** détient un Ph.D. en sociologie de l'université de Montréal où elle enseigne. Elle travaille sur les mobilisations de travailleurs précaires et informels, le syndicalisme et l'imbrication des rapports sociaux dans les actions collectives, ainsi que sur les conditions des alliances entre anciens et nouveaux mouvements de travailleurs. Elle est l'auteure de *Quand travailler enferme dans la pauvreté et la précarité. Travailleuses et travailleurs pauvres au Québec et dans le monde*, aux Presses de l'Université du Québec. Journaliste en France, elle avait créé *La lettre de l'insertion par l'activité économique* au sein d'Alternatives Économiques.

**// Loïc Malhaire (Universidad del Valle de Guatemala) et Joey Calugay (Centre des travailleuses et travailleurs immigrants de Montréal),** *Organiser une main-d'œuvre étrangère et temporaire. Le cas de l'Association des travailleurs et travailleuses migrants du Québec (ATTMQ).*

Cette communication présente les résultats d'une étude de cas menée sur l'Association des travailleurs et travailleuses migrant-e-s du Québec (ATTMQ) qui fut lancée en 2013 au sein du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTTI) à Montréal. À partir de données collectées par participation observante et complétées par des entretiens réalisés avec des membres de l'ATTMQ, nous restituons une chronologie de l'action collective qui a débouché sur la création de l'Association. Nous analysons ensuite les enjeux d'une action menée en collaboration avec un syndicat auprès de travailleurs guatémaltèques engagés sous le Programme des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés. On aborde les obstacles rencontrés par l'Association pour mobiliser des migrants enfermés dans un régime de travail contraint et confrontés à l'isolement géographique et social. On aborde ensuite les stratégies de l'Association pour répondre à ces difficultés, impliquant la priorité donnée au soutien individuel, l'approche intégrale permettant de répondre à des besoins dépassant les conditions de travail et la nécessité de s'adapter aux besoins différenciés des personnes. Quant aux limites et aux défis de l'action collective, on aborde les difficultés liées au financement de ce type de syndicalisme communautaire et à la continuité de l'action entravée par la nature temporaire de la migration.

**Loïc Malhaire**, PhD, est chargé d'enseignement au département de sciences sociales de l'Universidad del Valle de Guatemala (UVG) et à l'Universidad Rafael Landívar (URL), au Guatemala. Il est aussi membre du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTTI). **Joey Calugay** est organisateur communautaire à l'Association des travailleurs et travailleuses migrant-e-s du Québec (ATTMQ-MWAQ), au sein du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTTI).

**// Martine D'Amours (Université Laval),** *La fabrication des conditions de travail des travailleurs pauvres : une analyse par la chaîne de valeur*

Depuis une trentaine d'années, l'appauvrissement des travailleuses et travailleurs s'est accru en raison, d'une part, de l'éclatement du salariat en une multitude de statuts atypiques généralement moins favorables, et d'autre part, de la fragmentation des processus productifs au sein de l'entreprise-réseau ou de la chaîne de valeur. Dans ces filières ou réseaux, les activités de production sont réalisées dans le cadre de relations marchandes, entre entités juridiquement distinctes en concurrence pour l'obtention des contrats, ce qui conduit trop souvent à une détérioration des conditions de travail et d'emploi et à une dilution des responsabilités naguère dévolues à un employeur unique, dans le cadre de la relation d'emploi. À partir du cas des attrapeuses et attrapeurs de volailles, ces travailleurs envoyés de ferme en ferme pour vider les poulaillers et charger les volailles dans des cageots, afin qu'elles soient acheminées aux usines d'abattage, la conférence illustrera les impacts de ce phénomène, en analysant le rôle joué par des entités multiples (employeur juridique, firme donneuse d'ordres, firmes clientes, producteurs agricoles) dans la fabrication de leurs conditions de travail et d'emploi. Parce que cette activité est réalisée en grande partie par des travailleuses et travailleurs étrangers temporaires, elle est également révélatrice des interactions entre politiques d'emploi et d'immigration et, plus généralement, de l'inadaptation des lois du travail à la réalité contemporaine de la production en filières ou en réseaux d'entreprises. Finalement, l'identification des responsabilités dans la fabrication des conditions de travail et d'emploi permet aussi d'identifier des pistes possibles pour l'action collective, non seulement par les attrapeuses et attrapeurs eux-mêmes, mais aussi par d'autres acteurs impliqués dans la chaîne de valeurs.

**Martine D'Amours** est sociologue et professeure titulaire au département des relations industrielles de l'Université Laval (U. Laval). Elle est membre du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), de l'Alliance de recherche universités-communautés sur les innovations dans le travail et l'emploi et du Comité de rédaction de la revue *Relations industrielles/Industrial Relations*. Ses principaux

intérêts de recherche portent sur les mutations de l'emploi, et en particulier sur les défis que les nouvelles configurations de la relation d'emploi (sous-traitance, travail indépendant, intérim) posent en matière de protection sociale et de représentation collective de ces travailleuses et travailleurs.

## SÉANCE/PANEL 4A : TRANSFORMATIONS DE L'ACTION PUBLIQUE ET SES IMPACTS SUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES II / TRANSFORMATIONS OF PUBLIC ACTION AND ITS IMPACTS ON THE WORKING POOR II

VENDREDI 28 SEPTEMBRE 15:45 – 17:15

// **Karine Bates (Université de Montréal)**, *Les femmes dans l'économie informelle en Inde*

La participation des femmes provenant de toutes castes dans l'économie informelle de l'Inde est primordiale, tant pour le pays que pour le bien-être des maisonnées. La question des droits et des politiques sociales en lien avec l'économie informelle est complexe, notamment dans un contexte de changements socioéconomiques qui engendrent divers types et degrés de mobilité dans les milieux ruraux et urbains. Quels sont les droits de ces femmes et par quels moyens peuvent-elles avoir accès à la justice ?

Spécialisée en anthropologie juridique, **Karine Bates** étudie l'accès à la justice en Inde à travers l'étude des réformes juridiques et sociales qui portent notamment sur les droits de propriété et les dynamiques de parenté. Ses travaux ont pour objectif d'analyser le pluralisme juridique en Inde afin de comprendre, d'une part, la diversité des discours et pratiques en lien avec le processus d'accès aux droits puis, d'autre part, l'interaction entre les instances formelles et informelles de résolution des conflits. Elle dirige le Pôle de recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud (PRIAS) qu'elle a créé en 2008 en tant qu'unité du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal.

// **Marie-Pierre Boucher (Université du Québec en Outaouais)**, *L'État gestionnaire de la main-d'œuvre : l'activation de l'assistance sociale au Québec*

À partir de la longue histoire occidentale de l'assistance sociale, il nous semble constater que l'État a pavé la voie à la délégation privée-marchande de certaines pratiques sociales, en prenant d'abord en charge celles-ci. Cette communication permettra d'actualiser cette démarche en interrogeant l'articulation au Québec entre activation des politiques sociales et revenu minimum garanti. Une fois cela fait, il conviendra d'analyser la portée de cette activation en regard de la mise au travail dans un système d'emploi segmenté. En regard des systèmes de protection sociale et d'emploi, cette communication permettra, en somme, de faire le point sur le sens pratique qu'il convient de dégager de l'idée de revenu minimum garanti.

Sociologue, **Marie-Pierre Boucher** est professeure au département de relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Elle s'intéresse aux inégalités, au genre et à l'emploi. Ses recherches portent notamment sur la segmentation et les statuts d'emploi, les politiques sociales, ainsi que sur la contractualisation de l'emploi dans l'enseignement supérieur. Elle est membre du Groupe interuniversitaire et interdisciplinaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS) et de l'équipe de recherche Travail et Société de l'UQO (ERTS). En 2006, elle terminait une thèse de doctorat sur l'idée d'allocation universelle et depuis, elle a publié *Sexe Inc.*, un essai sur le travail du sexe (2010), et *la Propriété et ses multiples* (2011).

// **Jill Hanley (McGill)**, *Les Normes du travail comme outil d'intervention avec les travailleurs migrants : opportunités et lacunes*

En 2018, le Québec a adopté, à la grande surprise de la plupart des militants et militantes, des révisions à sa Loi sur les normes du travail qui augmentent les protections offertes aux travailleuses et travailleurs migrants sous le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) et aux travailleuses et travailleurs d'agences de placement temporaire. Bien que toutes les demandes des groupes communautaires et syndicaux ne soient pas gagnées avec cette révision de la loi, on la considère quand même une victoire. Il est ainsi important de revoir les Normes de travail et analyser la façon avec laquelle les militantes et militants du travail peuvent l'utiliser afin de défendre les droits des travailleuses et travailleurs migrants de différents statuts d'immigration, différents milieux de travail et différentes conditions sociales. Les opportunités offertes par les changements récents et les lacunes qui restent à combler seront identifiées. Enfin, les forces et les limites de la loi comme outil d'intervention seront discutées.

Jill Hanley est professeure agrégée à l'École de travail social à l'Université McGill où elle enseigne sur les politiques sociales, l'action collective et la migration. Ses recherches portent sur l'accès aux droits sociaux (travail, logement, santé) pour les migrantes et migrants à statut précaire, ainsi que leurs stratégies individuelles, familiales et collectives de défendre et promouvoir ces droits. Elle est également cofondatrice du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants, où elle est membre active depuis bientôt 20 ans.

## SÉANCE/PANEL 4B : ACTION PUBLIQUE ET PRÉCARITÉ AU QUÉBEC : ENJEUX ACTUELS / PUBLIC ACTION AND PRECARITY IN QUÉBEC : COMPTemporary CHALLENGES

VENDREDI 28 SEPTEMBRE 15:45 – 17:15

// **Diane Gagné (Université du Québec à Trois-Rivières)**, **Anthony Desbiens (Université de Montréal)**, **Marie-Josée Dupuis (Collectif pour un Québec sans pauvreté)**, **Marie-Pierre Boucher (Université du Québec en Outaouais)**, **Yanick Noiseux (Université de Montréal)**, *L'aide sociale au Québec : de stigmata et d'intégration sociale*

Avec la mise en application du programme Objectif Emploi en avril 2018, l'aide sociale au Québec est, pour les nouveaux demandeurs et nouvelles demandeuses, de nouveau liée à l'obligation de participation à un programme d'insertion. Depuis un peu plus de deux décennies, la lutte à la pauvreté passe principalement par l'inclusion économique, c'est-à-dire par l'intégration « active » au marché

du travail (workfare) du plus grand nombre de personnes en situation de pauvreté. Face à ces constats, nos questionnements sont les suivants : Comment les personnes assistées sociales qualifiées « d'apte ou sans contrainte au travail » perçoivent-elles l'articulation entre travail, assistance et pauvreté et cette injonction au travail ? Nous présenterons tout d'abord notre démarche méthodologique, une perspective de recherche partenariale centrée sur les parcours en emploi, le rapport au travail ainsi que les expériences vécues par des personnes assistées sociales. Ensuite nous discuterons des premiers constats qui se dégagent des huit entretiens de groupe que nous avons réalisés dans différentes régions du Québec, notamment sur la notion très large « d'apte au travail ». Nous concluons notre présentation en partageant notre enthousiasme à poursuivre la seconde phase de la recherche, qui permettra d'approfondir le rapport au travail de partir des récits de vie de certains répondants et certaines répondantes.

**Diane Gagné**, professeure en relations du travail au département de la gestion des ressources humaines de l'École de gestion de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), détient un doctorat et une maîtrise en relations industrielles de l'Université de Montréal. Ses travaux portent notamment sur les inégalités et les discriminations, les politiques publiques de l'emploi et l'action collective. Membre GIREPS, elle collabore aussi avec le Centre de recherche international sur la mondialisation et le travail (CRIMT). Elle est membre du comité de suivi de l'Observatoire de la Pauvreté et des Inégalités au Québec (Collectif pour un Québec sans pauvreté). **Anthony Desbiens** est candidat à la maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal. Son projet de mémoire porte sur les expériences et les représentations sociales du travail et du syndicalisme des enseignantes et enseignants du secteur de l'enseignement scolaire québécois affiliés à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE). Depuis près de deux ans, il s'implique dans diverses activités à titre d'étudiant-chercheur au GIREPS et travaille à la coordination ainsi qu'à la réalisation du projet de recherche « Les parcours d'emploi et le rapport au travail des personnes assistées sociales au Québec au 21<sup>e</sup> siècle. »

**// Martin Gallié M., Jeanne Ollivier-Gobeil et Caroline Brodeur (Université du Québec à Montréal), Conditions de travail et revendications juridiques des travailleurs agricoles migrants**

Cette proposition de communication vise à présenter les principaux résultats d'une étude de terrain réalisée auprès des travailleuses et travailleurs agricoles migrants de Saint-Rémi soumis au Programme des travailleurs agricoles saisonniers et Programme des travailleurs étrangers temporaires. Après une brève présentation des objectifs de la recherche et de la méthodologie retenue, ce sont les données concernant les conditions de travail et celles portant sur les revendications des travailleuses et travailleurs qui retiendront notre attention. Il s'agira notamment de questionner la manière d'articuler deux revendications, a priori irréconciliables : l'amélioration des conditions de travail d'une part, et d'autre part le maintien de ces programmes qui les privent, de jure et de facto, du droit de s'organiser et de négocier collectivement.

**Martin Gallié** est professeur de droit au département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Ses recherches portent sur le droit du travail des travailleuses et travailleurs migrants temporaires, le droit social et le droit du logement. Il est membre du GIREPS. **Jeanne Ollivier-Gobeil** a complété un baccalauréat en droit ainsi qu'une maîtrise en droit international à l'UQÀM. Elle possède un parcours interdisciplinaire, puisqu'elle est également titulaire d'un baccalauréat en anthropologie de l'Université de Montréal. Son mémoire de maîtrise en droit porte sur les conditions de travail et de vie des travailleuses et travailleurs agricoles migrants dans la région de Saint-Rémi, et plus précisément sur les restrictions à leur mobilité tant sur le marché du travail que sur le territoire. **Caroline Brodeur** est étudiante au baccalauréat en droit de l'UQÀM, dont elle détient aussi une maîtrise en droit international. Dans ses travaux de maîtrise, elle s'est principalement intéressée au droit international économique ainsi qu'aux enjeux de droits humains que posent la coopération internationale et l'exploitation des ressources naturelles.

**// Mylène Fauvel (Université de Montréal), Céline Métivier (Réseau québécois de l'action communautaire autonome) et Annik Patriarca (Au bas de l'échelle), L'action communautaire autonome au Québec : portrait de ses conditions de travail**

Cette communication établira le portrait du secteur de l'action communautaire autonome au Québec en présentant les résultats préliminaires d'une recherche partenariale en cours. En 2001, l'action communautaire autonome a été reconnue par une politique gouvernementale comme étant essentielle au développement social et économique du Québec. Cette politique apprécie entre autres les pratiques particulières de ce milieu et son autonomie vis-à-vis des instances gouvernementales. Or, malgré une reconnaissance étatique et un appui financier qui l'accompagne, le milieu communautaire souffre d'un sous-financement et revendique depuis plus de 10 ans une augmentation des sommes allouées pour leurs missions. Dans ce contexte particulier, les conditions de travail du secteur se précarisent, le taux de roulement est élevé et la relève est incertaine. Cette présentation exposera les conditions de travail du secteur, les contraintes et les motivations ayant mené à des pratiques de gestion précarisant le travail.

**Mylène Fauvel** est étudiante au doctorat en sociologie à l'Université de Montréal et est diplômée de la maîtrise en communication (UQAM). Elle s'intéresse aux collaborations interorganisationnelles, plus particulièrement entre le milieu syndical et communautaire, et à l'organisation des travailleurs-euses précaires. Son approche, à l'intersection de la sociologie des mouvements sociaux et de la sociologie culturelle, permet d'explorer les liens entre communication, culture et pouvoir. Elle a également travaillé plusieurs années au sein d'un regroupement d'organismes communautaires et coordonne actuellement une recherche sur les conditions de travail dans ce milieu. Son expérience, son expertise et sa connaissance fine des enjeux liés à la précarisation du secteur communautaire font de cette doctorante de haut calibre une importante participante au colloque. Détentrice d'une maîtrise en science politique, **Céline Métivier** est agente de recherche au Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) depuis 2003. Avant d'entreprendre ses études universitaires en 1990, elle a été militante à Rouyn-Noranda au sein de plusieurs organismes pour la défense des droits des jeunes, des femmes, des chômeurs et chômeuses, des locataires, de l'environnement, etc. Son travail au RQ-ACA l'amène à participer à de nombreux travaux de recherche en lien avec le mouvement communautaire et à siéger au conseil d'administration du

Comité sectoriel de la main-d'oeuvre en économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC). **Annik Patriarca** est actuellement responsable de la formation et de la vie associative chez Au bas de l'échelle (ABE) et co-porte-parole de la Coalition en conciliation-famille-études. Elle est tombée en amour avec la défense des droits lors de son premier emploi syndiqué. Rapidement, elle s'engage dans son syndicat local, mais aussi au sein de sa centrale, où elle devient formatrice, membre du comité national des jeunes et responsable de la condition féminine au niveau régional.

## SÉANCE/PANEL 5 : LA CONSTRUCTION DES CONNAISSANCES SUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES AU NORD ET SUD / BUILDING KNOWLEDGES ABOUT WORKERS IN THE NORTH AND IN THE SOUTH

SAMEDI 29 SEPTEMBRE 10:30 – 12:00

**// Youssef Sadik (Université Mohamed V),** *Les réalités de l'emploi des jeunes dans les pays du Sud : une nouvelle épistémologie du travail et de l'emploi*

Dans la région arabe, le taux de chômage des jeunes atteint 30 % (OIT, 2017), le plus élevé dans le monde. Au Maroc, beaucoup de jeunes échappent aux canaux institutionnels officiels pour « bricoler » leur propre définition « opératoire » du travail et de l'emploi et occupent une « zone grise » qui, si elle n'assure pas totalement la dignité, doit au moins assurer la survie. Notre discussion, basée sur notre étude récemment menée chez les téléconseillers au Maroc, expliquera comment les nouvelles tendances économiques du pays, et dont l'offshoring est la principale activité, poussent les jeunes à s'investir dans des formations supérieures pointues. Cependant, une absence quasi systématique d'offres d'emploi adéquates contribue à pousser ces jeunes à bricoler un passage provisoire qui finit par perdurer, ce qui les conduit à se retrouver trois à quatre ans plus tard disqualifiés professionnellement, puis socialement. Découlant de ces résultats, nous proposerons ensuite une réflexion épistémologique sur la question de l'emploi et du travail dans un tel contexte.

**Youssef Sadik** est professeur de sociologie et du management à l'Université Mohammed V (U. Mohamed V), Rabat (Maroc) où il dirige le Master Management du capital humain et communication. Il est le Président de l'Observatoire des Transformations Sociales (OTS). Diplômé de Sciences Po Paris (2000), il a occupé des postes de responsabilité en tant que conseiller auprès du Chef du Gouvernement marocain, expert auprès de l'USAID et du Parlement marocain sur les questions sociales et syndicales, sur les jeunes et l'employabilité. Il est membre du comité de lecture de la revue *Émulations* (Bruxelles, Belgique) ainsi que membre fondateur et membre du comité de rédaction de la *Revue Marocaine de Science Politique et Sociale* (Maroc). Sadik est également chercheur associé au Groupe d'Étude des Méthodes de l'Analyse Sociologique (GEMAS) (CNRS – Université de Paris IV– Sorbonne 1999- 2000) et il a été professeur visitant à l'École de Management de Lyon. Youssef Sadik est également membre du comité des experts du Global Knowledge Index et du Arab Reading Index édités par le PNUD et la Fondation Bin Rached Al Makhtoum à Dubai.

**// Sylvia Bissonnette (Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec) et Christopher McAll (Université de Montréal et Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté),** *De la parole aux actes : la recherche comme courroie de transmission entre expériences d'oppression et théâtre-forum citoyen*

Les chercheuses et chercheurs en sciences sociales sont spécialisés dans l'appropriation des paroles des autres, surtout des paroles fondées sur des expériences d'oppression. Dans une expérimentation menée dans neuf régions du Québec, racontée dans le livre *Au-delà des préjugés*, une équipe de chercheurs et de spécialistes du théâtre d'intervention a voulu restituer, lors d'événements citoyens, les paroles de personnes rencontrées qui vivent sur les frontières des marchés de travail et du logement et qui sont sujettes à l'appauvrissement et aux pressions d'un système d'assistance publique axées sur l'«employabilité». Seront présentés les hauts et les bas de ces voyages inédits à travers l'hiver québécois, inspirés à la fois par le théâtre populaire du Moyen-Âge européen et par le théâtre de l'opprimé d'Augusto Boal.

**Sylvia Bissonnette** est engagée depuis plus d'une dizaine d'années dans la lutte contre les inégalités et la pauvreté, autant comme militante que comme travailleuse dans différents organismes de défense des droits. Depuis sept ans, Sylvia Bissonnette est coordonnatrice du Groupe de recherche et de formation sur la pauvreté au Québec, un organisme fondé par le Front commun des personnes assistées sociales du Québec. Son travail vise à appuyer les groupes de défense collective des droits et les personnes en situation de pauvreté dans leurs démarches de réflexion sur les causes et conséquences de la pauvreté, afin de trouver des pistes de solution. Elle travaille également à faire la promotion des avancées engrangées dans ce domaine. L'organisme a pour objectif de diffuser ces connaissances à l'ensemble de la population et de contribuer à résoudre les difficultés éprouvées par les personnes en situation de pauvreté.

**Christopher McAll** est spécialiste des inégalités sociales et de l'histoire de la pensée sociale. Il est professeur au département de sociologie de l'Université de Montréal et titulaire d'un doctorat de l'Université d'Oxford. Il est fondateur du CREMIS (Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté) et en a été le directeur scientifique de 2003 à 2018.

**// Sid Ahmed Soussi (Université du Québec à Montréal),** *Épistémologie : les réalités du Sud sont-elles solubles dans la pensée du Nord ?*

Peut-on comprendre et expliquer les phénomènes sociaux des suds avec les logiques historiquement produites et culturellement marquées par la pensée du Nord sans en saisir les altérités contextuelles et les causalités endogènes ? Comprendre et expliquer participeraient donc d'un acte de reproduction de la pensée, tout en étant ancrés dans des réalités qui sont elles-mêmes à l'origine de cette pensée. Ils se conjuguent pour rendre compte des mécanismes de reproduction et des dispositifs d'innovations sociales produits et réinstitué par ces sociétés. Peut-on encore alors continuer de considérer comme des références universelles les modèles théoriques

explicatifs conçus par les sociétés du Nord pour leurs propres réalités ? Les interrogations soulevées ici ne considèrent pas seulement, avec Boaventura de Sousa Santos, que « la justice mondiale n'est pas possible sans justice cognitive mondiale » (2016 : 340). Cette réflexion souhaite jeter les bases d'un saut qualitatif en explorant certaines pistes des sciences sociales jusque-là peu enclines à remettre en question la rigidité de ses fondements épistémologiques non pas tant en raison de leur caractère occidentocentré, que des limites mêmes de leur capacité explicative devant l'immense complexité des réalités des sociétés des suds.

**Sid Ahmed Soussi** est professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), membre du GIREPS et coresponsable de l'axe travail et emploi du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Ses publications portent sur le mouvement syndical international et les normes de régulation internationale du travail. C'est dans ce contexte que ses travaux se sont focalisés ces dernières années sur les migrations internationales du travail et les flux du travail migrant temporaire en tant que nouvelle figure de la division internationale du travail.

## TABLE RONDE/ROUNDTABLE II : SYNDICALISME ET TRAVAIL PRÉCAIRE / UNIONS AND THE WORKING POOR

SAMEDI 29 SEPTEMBRE 12:30 – 13:30

Au cours des trois dernières décennies, les transformations du marché du travail, les restructurations des services publics et les mutations concernant les interventions de l'État canadien et québécois - notamment le recours de plus en plus régulier aux lois spéciales, l'impartition du travail, l'application de nouveaux modes de gestion et adoption de politiques d'austérité, etc. - posent des défis de taille aux organisations syndicales. Face au « travail qui rend pauvre » et à une classe grandissante de travailleurs et travailleuses précaires (syndiqué-e-s ou non), quelles stratégies d'action collective peuvent-elles être envisagées afin de promouvoir une solidarité entre les différentes catégories de travailleurs et travailleuses? Comment les organisations syndicales envisagent-elles d'organiser les espaces du travail quasi imperméables à la négociation syndicale telle qu'elle a été institutionnalisée au fil du temps ? Que représente cette reconfiguration de l'emploi pour les organisations syndicales et comment appréhendent-elles ses conséquences socioéconomiques et politiques pour l'avenir du syndicalisme ?

*Over the last three decades, trade unions have been challenged by a multitude of factors which could be summed-up, among others, by an ongoing transformation of labour market, a restructuring of public services and a changing nature of the state intervention (federal / provincial) namely through the recurrent use of special legislations, the outsourcing of work, the application of new management methods and the adoption of austerity policies. In this context, and while facing a growing class of precarious working poor trapped in a kind of "work that makes people poor", what strategies for collective action could be envisaged to promote workers' solidarity across different categories? How do trade unions plan to organize workers in work spaces that had been institutionalized as closed and impermeable vis-à-vis unionization? What does this reconfiguration of employment mean for trade union organisations and how do they perceive it with its socioeconomic and political consequences for the future of unionism?*

Avec la participation des représentant-e-s de/with the participation of representatives from the FTQ, CSN, CSQ, CSD

**Patrick Rondeau** est conseiller régional pour la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ). Il représente la FTQ pour la grande région métropolitaine, en plus de s'occuper des dossiers de développement socio-économiques et d'appui aux luttes. Il est également en charge de la mobilisation et coordonne plusieurs campagnes nationales de la FTQ dont Minimum 15\$. Il est également le porteur de dossier concernant les changements climatiques et la transition juste. Patrick est à l'embauche de la FTQ depuis 2012. Avant, il a occupé le poste de coordonnateur des délégués et des délégué-es sociaux pour le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM), en plus d'avoir été directeur du CRFTQMM et vice-président de la section locale 574 du Syndicat des employé-es professionnel-les et de bureau (SEPB-FTQ). Patrick milite et travaille dans le mouvement syndical depuis 2000. Il a été pendant 10 ans le président du syndicat chez Renaud-Bray. Il a fait ses études en communications et en cinéma à l'UQAM.

**Luc Vachon** est président de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) depuis juin 2017. Militant pour la cause syndicale depuis les 25 dernières années, il a d'abord été élu comme président du Syndicat des salariés d'acrylique de Beauce inc. (CSD) en 1994, poste qu'il a occupé 10 ans. Il a aussi été, successivement depuis 1996 jusqu'en 2003, vice-président puis secrétaire de la Fédération démocratique de la métallurgie, des mines et des produits chimiques (CSD). Au cours de la même période, il était également formateur régional syndical pour la CSD. En 2003, il devient conseiller syndical à la négociation à la CSD puis occupe le même rôle à la Fédération démocratique de la métallurgie, des mines et des produits chimiques (CSD). En 2015, toujours pour la Fédération, il est promu au poste de directeur des services professionnels jusqu'à son élection à titre de président de la CSD.

**Pierre-Antoine Harvey** est économiste au service de recherche et de négociations de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). En plus de différents mandats de recherche et de vulgarisation sur les enjeux socio-économiques, il participe, à titre de représentant de la Centrale, à différentes coalitions intersyndicales ou de groupes sociaux. Dans le cadre des négociations du secteur public, il participe aux travaux de la Table centrale concernant les enjeux salariaux. Il a obtenu un doctorat en relations industrielles de l'Université de Montréal et collabore à l'Institut de recherches et d'information socio-économique (IRIS) à titre de chercheur associé. Ses intérêts de recherche touchent à la fiscalité et aux finances publiques, à l'évolution des conditions de travail, ainsi qu'aux effets de la mondialisation sur les politiques publiques.

## SÉANCE/PANEL 6A : ORGANISATION COLLECTIVE ET TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES : ENJEUX ET DÉFIS CONTEMPORAINS III / ORGANIZING AT THE MARGINS : CURRENT CHALLENGES III

SAMEDI 29 SEPTEMBRE 13:30 – 15:00

**// Indira Gartenberg (LEARN Mahila Kamgaar Sanghatana [LEARN Women Workers Union] - Dharavi),** *India's Working-Poor Build Grassroots Democracy*

Poor women-workers in India are an integral part of the economy. However, there is hardly any forum for them to come together to share their struggles, find support and participate in collective resolution of their grievances in personal and work realms. Unionisation among them tends to be low and research about them is scanty. Against this background, the work of India's LEARN Mahila Kamgaar Sanghatana- LMKS (LEARN Women Workers Union) is pathbreaking. The membership of LMKS includes urban poor women such as domestic workers, home-based workers, ragpickers, construction workers, street-vendors and micro-factory workers. LMKS emphasises dialogue among women workers, enabling them to have an enhanced collective bargaining capacity and a collective voice. I will illuminate the consensus-building process through a recent example of demanding improved public transportation services, to show that foregrounding the needs of the urban poor workers in the informal economy is just as important as giving visibility to their struggles.

**Dr. Indira Gartenberg** is the Organising Secretary of LEARN Mahila Kamgaar Sanghatana (LMKS) which organizes women workers in the informal economy in Maharashtra. Indira has a PhD in Labour Studies from TISS Mumbai. Her doctoral work examined the working conditions and unionizing experiences of home-based workers in Mumbai.

**// Jamie Woodcock (University of Oxford),** *Autour des luttes londoniennes dans la gig-économie*

Seeking to develop a method inspired by the workers' inquiry to understand class composition in the gig economy; this research work focuses on examining the technical composition (the labor process, technology, management techniques, etc.) and the political composition (the forms of worker resistance and organization). The research project involves participatory action research with Deliveroo and Uber drivers, along with the IWGB (Independent Workers Union of Great Britain) that represents a growing number of workers in the UK. The research project has been running for over a year, starting before the wildcat strike action of Deliveroo riders/drivers in London. The first part of the research has been published, an article co-written with a Deliveroo rider that involved self-tracking of the labor process and analysis of the experience of work. In addition to this, Jamie is now working on a project about online gig work more broadly (<http://fair.work>), experimenting with new strategies to change work, along with considering the role of academic research in this process.

**Jamie Woodcock** détient un doctorat en sociologie du Goldsmith College - University of London, au Royaume-Uni. Il est chercheur au Oxford Internet Institute, University of Oxford (Royaume-Uni). Il a précédemment occupé le rôle de responsable de l'enseignement des cours sur les systèmes d'information dans la gestion d'affaires, les relations de travail et les ressources humaines en tant que fellow au London School of Economics (LES) après avoir été membre du corps professoral du New York University à Londres. Ses intérêts de recherche portent sur le travail digital, la gig-economy et les transformations du travail. Ce chercheur militant est impliqué depuis quelques années dans un projet de recherche novateur qui vise à développer une méthode de recherche appliquée sur le terrain avec les travailleuses et travailleurs employés à travers des applications électroniques (Deliveroo, Uber, etc.).

**// Evelyn Calugay (PINAY),** *Activism : A strategy to Improve the Working and Living Conditions of Domestic Workers in Canada*

What force Filipinos to migrate to other countries, such as Canada? Does migration allow them to escape from precariousness and gain access to a decent job and environment? This presentation will focus on the work and life situation of these migrants as well as the work of PINAY, the Filipino women's organization in Quebec, which fights against the institutionalized precariousness in which the community finds itself in the long term. Indeed, its mission is to empower Filipino women, and in particular caregivers, to fight for their basic rights and welfare. It is therefore through the services to its members, the education and the organization of the workers as well as by the advocacy towards changes of policies in the country and internationally, that PINAY is working toward its goal.

**Evelyn Calugay** has been a member of PINAY for more than 25 years. PINAY is a Filipino Women's Organization empowering and organizing Filipino women in Quebec, particularly Filipino domestic workers. Most of our members are migrant workers within the Live-In Caregiver Program (LCP). For two decades, PINAY Quebec has brought together domestic workers and supporters in their struggle for basic rights and welfare.

## SÉANCE/PANEL 6B : ORGANISATION COLLECTIVE ET TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES PAUVRES : ENJEUX ET DÉFIS CONTEMPORAINS IV / ORGANIZING AT THE MARGINS : CURRENT CHALLENGES IV

SAMEDI 29 SEPTEMBRE 13:30 – 15:00

**// Arnel Brice Adanhounme (Université du Québec à Trois-Rivières),** *Réponses syndicales aux réformes néolibérales des lois du travail en Afrique de l'Ouest*

Depuis la décennie des années 80, soumis aux pressions néolibérales des institutions financières internationales qui leur exigeaient d'alléger les lois du travail pour attirer le capital étranger, les gouvernements africains subsahariens ont procédé à des changements majeurs des lois du travail. Ces changements dans l'organisation du travail et leur conséquence sur la protection des salariées et salariés sont d'un autre ordre que celui observé dans les démocraties libérales où l'enjeu consiste surtout à rééquilibrer la flexibilité de l'emploi

et la sécurité des travailleuses et travailleurs. En Afrique, il s'agira davantage d'un processus continu de paupérisation systématique des travailleuses et travailleurs dans lequel les réponses syndicales sont sujettes à caution. Notre communication porte sur ces stratégies syndicales dans trois pays que sont le Ghana, le Bénin et la Côte d'Ivoire où nos recherches, dans les secteurs minier et agricole, montrent les limites des luttes syndicales. Le syndicalisme y peut-il encore garantir la citoyenneté au travail? Telle est la question à laquelle nous répondrons.

Professeur de relations industrielles à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), **Armel Brice Adanhounme** étudie la manière dont la gouvernance des entreprises, surtout en Afrique subsaharienne, est influencée et façonnée par la culture, les lois et les normes dans les relations de travail et d'emploi.

**// Pierre-Hubert Leroux (Université de Montréal), *L'organisation des travailleuses et travailleurs migrants au Japon: l'expérience d'un groupe de défense des droits***

Bien que le gouvernement japonais soit réticent à l'idée d'établir une politique d'immigration pour remédier au vieillissement de sa population, différents programmes y existent afin d'inviter, temporairement, des travailleuses et travailleurs migrants, dans des conditions souvent difficiles. Plusieurs rencontrent des problèmes tels que des salaires en dessous du minimum légal ou impayés, des renvois soudains et la non-application de l'assurance compensation en cas d'accident de travail. Alors que le gouvernement japonais et les principaux syndicats du pays ignorent généralement les revendications pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des migrants et migrantes, plusieurs organisations de la société civile s'impliquent pour la cause, en octroyant directement des services aux communautés migrantes ou par un travail de représentation et de revendication auprès du gouvernement, des entreprises, voire de la population japonaise. Afin de mieux comprendre comment s'organise ce mouvement, nous avons procédé à une observation participante et des entretiens individuels au sein d'une telle association de la région de Tokyo, au Japon, durant l'automne hiver 2017-2018. Nous inspirant de l'approche de Tilly et Tarrow portant sur les mouvements sociaux, cette communication présente quelques résultats de cette étude. Seront abordés les motivations, l'implication et les défis et objectifs des individus engagés dans la défense des droits de cette catégorie de travailleurs et travailleuses pauvres en expansion au Japon dans les dernières décennies, et dont les problèmes ont été largement ignorés par le gouvernement japonais en raison d'un « refus de l'immigration ».

**Pierre-Hubert Leroux** est étudiant à la maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal (UdeM). Il s'intéresse au travail migrant au Japon et aux mouvements sociaux japonais pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des migrants et migrantes.

**// Mélanie Gauvin (Au Bas de l'échelle), *Pratiques et savoirs militants en vue d'une transformation de l'action publique***

Depuis sa création en 1975, Au bas de l'échelle (ABE) est au cœur des luttes sociales pour l'amélioration des conditions de travail des personnes les plus vulnérables au Québec : les travailleuses et travailleurs non syndiqués. À ses débuts, la mission se décline principalement en deux volets. D'abord offrir des services directs aux personnes non syndiquées qui ont des problèmes au travail et ensuite faire pression sur l'État pour améliorer les conditions de travail et les lois qui protègent les travailleuses et les travailleurs non syndiqués. Les premières interventions d'Au bas de l'échelle s'inscrivent en amont de l'adoption de la Loi sur les normes du travail que nous connaissons actuellement. C'est d'ailleurs à cette période qu'Au bas de l'échelle crée la Coalition sur les normes minimales d'emploi et l'accès à la syndicalisation, aujourd'hui connu sous le nom de Front de défense des non-syndiqués. Cette coalition lui permet de développer des alliances avec d'autres groupes de défense de droit et des organisations syndicales. L'objectif est d'ouvrir un front commun de lutte pour améliorer les conditions de travail et de partager une analyse sur des enjeux d'ordre juridique dans le domaine du travail. Parmi les défis à relever: développer une vision commune des problématiques, mettre de l'avant des propositions collectives d'amélioration aux normes du travail et développer un discours qui va faire contrepoids aux visées du patronat. En contexte préélectoral québécois, ces défis constituent des enjeux importants puisque les groupes de défense de droits, les organisations syndicales et les associations patronales investissent le débat public afin d'exercer leur influence sur les décideurs.

**Mélanie Gauvin** est diplômée en éducation et a poursuivi des études de deuxième cycle en intervention sociale. Depuis plusieurs années, elle travaille comme organisatrice communautaire à l'organisme Au bas de l'échelle. Fort de plus de 40 ans d'expérience, Au bas de l'échelle est une référence incontournable au Québec dans la défense des droits des personnes non syndiquées, particulièrement en ce qui a trait aux normes du travail et au harcèlement psychologique. Dans le cadre de ses fonctions, Mélanie Gauvin coordonne le Front de défense des non-syndiqués (FDNS), une coalition de près de 25 organisations tant communautaires que syndicales. L'ensemble des membres partage un objectif commun: l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleuses et travailleurs du Québec. À la base de plusieurs campagnes sur l'augmentation du salaire minimum et l'amélioration des normes du travail, le FDNS est actuellement un des groupes initiateurs et porte-parole de la campagne 5-10-15.

## TABLE RONDE/ROUNDTABLE III : PRATIQUES MILITANTES ET RECHERCHE ENGAGÉE / ACTIVISM AND RESEARCH

SAMEDI 29 SEPTEMBRE 15:00 – 16:30

Pour clore ce colloque, voici une table ronde qui souhaite faire une synthèse concernant les enjeux épistémologiques, méthodologiques et éthiques relatifs à la recherche « engagée » ou « militante », et qui ont pu être soulevés à divers moments de l'événement. Ainsi, pour continuer d'échanger sur les enjeux de production des savoirs, dans un dialogue Nord-Sud et dans une perspective intersectionnelle, cette table ronde propose d'aborder plus particulièrement la posture du chercheur ou de la chercheuse universitaire et ses liens avec les différents regroupements sociaux. Qu'est-ce que la recherche engagée, commence-t-elle par le choix du sujet et implique-t-elle nécessairement une pratique militante? Quels types de relations sous-tendent votre engagement dans la recherche avec les partenaires?

qui ne sont pas chercheur-e-s universitaires (syndicats, organismes communautaires, etc.) et quels sont les enjeux éthiques qui sont soulevés? Comment l'équipe de recherche gère-t-elle la diffusion et la publication des résultats?

*To close this symposium, the third and last roundtable aims at discussing epistemological, methodological and ethical issues related to the "engaged" or "militant" research. Thus, to keep the knowledge exchange in a context of South-North dialogue and in an intersectional perspective, this round table proposes to address more specifically the posture of academic researchers and their links with different social groups. What is the engaged, does it begin with the choice of research objects and would it, necessarily, involves activism? what type of relations underlie your engagement in à research with non-academic researchers unions, community organizations, etc.) and what ethical issues are raised? How does the research team manage the dissemination and publication of results?*

Participant-e-s : **Ernest Messina Mvogo (U. de Douala), Indira Gartenberg (LEARN-Dharavi), Loïc Malhaire (U. Del Valle Guatemala), Janice Fine (Rutgers U.), Jennifer Jihye Chun (UCLA)**

# COMITÉ D'ORGANISATION / ORGANIZING COMMITTEE



**Rodeney Cirius** est étudiant au doctorat en sociologie à l'Université de Montréal (UdeM). Il s'intéresse principalement à l'économie informelle en Haïti. **Rodeney Cirius** is a PhD candidate at the sociology department, Université de Montréal (UdeM). His research focuses on the informal economy in Haiti.



**Anthony Desbiens** est candidat à la maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal. Son projet de mémoire porte sur les expériences et les représentations sociales du travail et du syndicalisme des enseignantes et enseignants du secteur de l'enseignement scolaire québécois affiliés à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE). **Anthony Desbiens** is a student in the Maitrise in at the Université de Montréal. He works on teachers unionism in Quebec. He is part of the GIREPS coordination team in charge of a research project investigating the employment history of persons on welfare.



**Diane Gagné**, professeure en relations du travail au département de la gestion des ressources humaines de l'École de gestion de l'UQTR, détient un doctorat et une maîtrise en relations industrielles de l'Université de Montréal. Ses travaux portent notamment sur les inégalités et les discriminations, les politiques publiques de l'emploi et l'action collective. **Diane Gagné**, professor in labour relations at the school of management within the UQTR - department of human resource management. She is member of GIREPS and collaborates with the International research center on globalisation and work (CRIMT). Diane is also member of the steering committee of the Quebec observatory on poverty and inequalities.



**Laurence Hamel-Roy** est étudiante au doctorat à l'Université Concordia en études humaines (humanities). En 2018, elle a complété une maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal sur le système de prestation de services de soutien à domicile de type allocation directe « Chèque emploi-service » et ses impacts sur les conditions de travail. Elle s'intéresse aux transformations des politiques publiques et à leurs impacts sur le rapport au travail et à l'emploi des femmes au Québec au cours de la deuxième partie du XXe siècle. Laurence est aussi membre de l'équipe de coordination du GIREPS. **Laurence Hamel-Roy** is a PhD student in Humanities at the Concordia University. In 2018, she completed her maitrise in Sociology at the Université de Montréal. Laurence is interested in the transformations of public policies and their impact on women's work and employment in Quebec during. She is part of the coordination team of the GIREPS.



**Rabih Jamil** est étudiant au doctorat en sociologie à l'Université de Montréal. Ses intérêts de recherche se concentrent sur l'économie des plateformes, l'emploi à travers les applications électroniques, les travailleurs et travailleuses du Cyber et les nouvelles formes d'organisations capitalistes. Rabih est aussi membre de l'équipe de coordination du GIREPS. **Rabih Jamil** is a PhD candidate at the Département de Sociologie – Université de Montréal (UdeM). His current research focuses on the platform economy, application-based employment, cyber-workers and the new forms of capitalist organizations. He is part of the coordination team of the GIREPS.



**Martine Lauzon** est présentement candidate au doctorat en sciences sociales appliquées à l'Université du Québec en Outaouais (UQO). Elle s'intéresse à la place des femmes dans le syndicalisme, particulièrement aux enjeux sociaux de sexe et aux identités professionnelles dans une perspective de renouveau syndical. Elle est détentrice d'une maîtrise en intervention sociale et d'un baccalauréat en travail social de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle travaille comme assistante de recherche sur différents projets, notamment celui portant sur des travailleuses enceintes dans le milieu de la santé, et elle agit à titre de responsable administrative pour la revue REMEST. **Martine Lauzon** is a PhD candidate in applied social sciences at the Université du Québec en Outaouais (UQO). Her research interests focus on the role of women within the trade unions. She is mainly interested in the social stakes of gender and professional identities in a perspective of trade unions renewal.

# COMITÉ D'ORGANISATION / ORGANIZING COMMITTEE



**Pierre-Hubert Leroux** est étudiant à la maîtrise en sociologie à l'Université de Montréal (UdeM). Il s'intéresse au travail migrant au Japon et aux mouvements sociaux japonais pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des migrants et migrantes. Pierre-Hubert est aussi membre de l'équipe de coordination du GIREPS.

***Pierre-Hubert Leroux** is a student in the Maitrise in at the Université de Montréal. His research interests focus on migrant work in Japan and involved social movements. He is part of the coordination team of the GIREPS.*



**Yanick Noiseux** est professeur agrégé au département de sociologie de l'Université de Montréal et chercheur principal au Groupe interdisciplinaire et interuniversitaire de recherche sur l'emploi, la pauvreté et la protection sociale (GIREPS). Ses travaux portent principalement sur le renouvellement du syndicalisme et de l'action collective des travailleurs et travailleuses pauvres, les transformations du travail et les politiques sociales dans le contexte de la mondialisation. **Yanick Noiseux** is Associate Professor in the Department of Sociology at the Université de Montréal. He is the Principal Investigator at GIREPS. His work focuses on the renewal of trade unionism and the collective action of the working poor, transformations of labour and social policies in the context of globalization.



**Sid Ahmed Soussi** est professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), membre du GIREPS et coresponsable de l'axe travail et emploi du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Ses publications portent sur le mouvement syndical international et les normes de régulation internationale du travail. **Sid Ahmed Soussi** is a professor in the Department of Sociology at UQÀM. He is, a member of GIREPS and co-responsible for the work and employment axis at CRISES.. His publications focus on the international trade union movement and labour standards.



Chercheuse associée au GIREPS et au CRIMT, **Carole Yerochewski** détient un Ph.D. en sociologie de l'université de Montréal où elle enseigne. Elle travaille sur les mobilisations de travailleurs précaires et informels, le syndicalisme et l'imbrication des rapports sociaux dans les actions collectives, ainsi que sur les conditions des alliances entre anciens et nouveaux mouvements de travailleurs. Elle est l'auteure de Quand travailler enferme dans la pauvreté et la précarité. Travailleuses et travailleurs pauvres au Québec et dans le monde, aux Presses de l'Université du Québec. Journaliste en France, elle avait créé La lettre de l'insertion par l'activité économique au sein d'Alternatives Économiques. **Carole Yerochewski** holds a Phd in sociologie. She is an associate researcher at the GIREPS. Her research works investigate the mobilization of precarious and informal workers, unionism and the interlinks between social power and collective actions and the conditions of coalitions between new and old workers' movements



# GIREPS

Groupe de recherche interuniversitaire et  
interdisciplinaire sur l'emploi, la pauvreté  
et la protection sociale

<http://gireps.org/>